



POUR UN PLAN D'URGENCE POUR LES ÉCOLES COLLÈGES ET LYCÉES

STOP à l'impréparation, à la désorganisation et au mépris !

Tous en grève mardi 10 novembre

L'intersyndicale dénonce une fois de plus la gestion chaotique, ubuesque et médiocre de cette rentrée de novembre de la part du ministère de l'Éducation Nationale et de l'ensemble du gouvernement ainsi que la récupération de l'assassinat de Samuel Paty, à des fins de basse politique, dangereuse et nauséabonde. Une nouvelle fois, nous subissons des injonctions contradictoires, tardives et difficilement applicables et ce, sans temps banalisé. Ce manque de considération envers notre travail, envers nos élèves, leurs familles et les collectivités territoriales est inacceptable.

"Le pays est de nouveau plongé dans un confinement que le gouvernement justifie pour éviter la saturation des lits de réanimation alors que près de 80 000 lits ont été supprimés depuis 2003 dans les hôpitaux."

Si nos organisations sont favorables au maintien de l'ouverture des écoles, collèges et lycées, il serait inacceptable que les établissements scolaires se transforment en « garderie » uniquement pour permettre la continuité de l'activité économique. Notre mission c'est d'enseigner ! Le confinement du printemps dernier s'est traduit pour nos élèves les plus fragiles par le décrochage et le renforcement des inégalités.

Les campagnes d'informations menées par les personnels et les lycéens ont abouti à de nouvelles mesures, mais celles-ci sont encore insuffisantes. L'intersyndicale condamne d'ailleurs avec la plus grande fermeté la violente répression de la police dont des lycéens ont été victimes, notamment au lycée Saint Sernin à Toulouse mardi 3 novembre, et demande l'arrêt des poursuites.

Nous appelons à de nouvelles mesures :

- L'allègement de nos effectifs est indispensable pour mener à bien nos missions. Nous exigeons la création immédiate des postes nécessaires, notamment par le recours aux listes complémentaires des concours.
- Le ministre doit assumer sa responsabilité en matière de protection des personnels et des élèves : masques appropriés, distanciation dans les classes, points d'eau en nombre suffisant, accès à la médecine de prévention, suivi des personnels à risques ... Nous exigeons partout des mesures réellement protectrices pour les personnels et les élèves. Nous exigeons également la prise en charge par l'État des frais engendrés par la mise en place des mesures sanitaires. Dans le 2nd degré par exemple, elles sont actuellement financées par les budgets des établissements. Les gestionnaires commencent à prévenir que cet argent sera amputé de nos crédits pédagogiques, ce qui est scandaleux.
- Les CHCST doivent jouer pleinement leur rôle sans être entravés dans cette période où les personnels en ont grand besoin. Nous réaffirmons notre opposition à leur suppression programmée. Malgré la crise sanitaire, le ministre Blanquer poursuit ses réformes destructrices contre l'avis de l'ensemble de la communauté éducative, à l'image de son Grenelle de l'Éducation qui ne laisse rien présager de bon. Il se pose aujourd'hui en défenseur de la liberté d'expression et en même temps poursuit, menace et réprime les collègues qui s'expriment contre ses réformes comme nos collègues de Melle dans l'académie de Poitiers. Toutes les poursuites engagées à leur encontre et toutes les sanctions doivent être levées. Le Ministre de l'Éducation nationale, plus que jamais délégitimé et de plus en plus dangereux par ses propos et méthodes, doit en urgence entendre les personnels sur leurs revendications.

Pour cela, l'intersyndicale appelle l'ensemble des collègues à :

- **se mettre en grève mardi 10 novembre.**
- **se rassembler devant la DSDEN à 11h30 dans le respect des gestes barrières**
- **et accompagner la demande d'audience des organisations syndicales.**